

L'IMPASSE POLITIQUE EN RDC

Entretien entre

Dr Christian POUT, Ministre Plénipotentiaire,
Président du Think Tank CEIDES,
Directeur du Séminaire de Géopolitique Africaine à l'Institut Catholique de Paris
&
Monsieur Sainclair MEZING, Journaliste

Publié dans le *Cameroon Tribune* du 20/11/2020

Novembre 2020

1- Un bras de fer entre le Front commun pour le Congo (FCC) et Cap pour le changement (CACH), la coalition au pouvoir, a entraîné le régime congolais dans l'impasse politique. Comment sortir de ce blocage ?

Dès l'abord, je crois devoir rappeler que la gestion des ententes politiques circonstanciées n'est pas en général une sinécure. En particulier, dans les Etats africains qui s'efforcent encore pour la plupart à fixer de solides repères démocratiques, l'expérience de la coalition peut paraître étrange, tant la culture de partage du pouvoir et de gouvernance est très peu ancrée dans les mœurs. Contrairement à l'ère précoloniale où l'exercice du pouvoir était souvent collégial et communautaire dans nombre de royaumes africains, la période postindépendance a été marquée par une polarisation et une concentration des pouvoirs à titre exclusif entre les mains de la classe dirigeante. C'est dans cet ordre d'idées que l'on peut situer les persistantes tensions entre les membres de la coalition composée du Front Commun pour le Congo (FCC) dont l'ancien Chef d'Etat Joseph Kabila est l'autorité morale et le Cap pour le changement (CACH), une alliance entre l'actuel Président congolais Félix Tshisekedi et Vital Kamerhe. En effet, depuis quelques mois l'idylle FCC-CACH est émaillée par de profondes divergences, pourtant il y'a peu elle était perçue comme une remarquable avancée, un pas décisif pour la consolidation de la paix et la promotion du développement dans un pays en proie à la violence armée et englué dans des difficultés multifformes malgré ses énormes ressources naturelles. Le rapprochement entre les pro-Kabila et le camp Tshisekedi survenu après les résultats des élections de 2018 montre d'inquiétantes fissures. Nous avons pu observer des mésententes flagrantes sur plusieurs questions, notamment celles relatives à la paix, la sécurité, la justice, la CENI, la gestion du portefeuille d'Etat, la territoriale etc. A titre d'exemple, le Ministre de la Justice, Célestin Tunda Ya Kasende, cadre du FCC pro-Kabila, également Vice-Premier ministre a eu à faire l'objet d'une brève arrestation avant d'être libéré et de donner sa démission suite à des oppositions avec le camp présidentiel au sujet d'un projet de réforme de la justice. Avant cela, il faut dire que des membres de l'UDPS (Union pour la démocratie et le progrès social) qui sont dans l'alliance CACH étaient dans les rues pour s'opposer à la proposition de loi sur la réforme de la justice portée par les députés Aubin Minaku et Garry Sakata du FCC. Toujours en matière de Justice, des militants du FCC se sont prononcés contre la prestation de serment des nouveaux juges constitutionnels en menaçant de ne pas se sentir concernés par les actes que ces derniers poseront. Par ailleurs, au mois de juillet, des militants de l'UDPS s'étaient eux aussi opposés à l'entérinement de Ronsard Malonda soutenu par le FCC à l'Assemblée nationale comme prochain candidat pour diriger la Commission électorale nationale indépendante (CENI). Ces exemples parmi tant d'autres prouvent qu'il est impératif pour la classe politique congolaise avec au premier chef les leaders CACH et FCC, la société civile et la population de se retrouver autour d'une plateforme permanente de discussions pour préserver les acquis d'une alternance saluée par tous et donc la coalition fait office de digue. Je crois que cela permettra d'engager un dialogue inclusif susceptible de rendre les problèmes qui se posent solubles, de trouver des compromis, mais aussi et surtout de préciser les places, rôles et pouvoirs des parties prenantes aux alliances du moment.

2- D'aucuns voient en cette lutte d'influence permanente entre le président Etienne Tshisekedi et son prédécesseur, Joseph Kabila, une guerre de positionnement en prélude à la présidentielle 2023. Partagez-vous ce point de vue ?

Pour ma part, je dirai qu'il est bien trop hâtif d'entrevoir des manœuvres de positionnement du front Kabiliste en vue des élections présidentielles de 2023. D'une part, par ce que le FCC a conservé une grande influence au sein de l'appareil d'Etat, avec notamment la présence de

ses militants à des postes de responsabilité hautement sensibles et stratégiques, même si certains caciques sont progressivement mis sur la touche. Il y'a aussi sa surreprésentation au niveau parlementaire. De même, sa capacité de mobilisation populaire dans le pays ne montre pas de signes de relâchement, bien au contraire, le FCC dispose par ce biais d'un levier de choix pour faire pencher la balance en sa faveur en cas de besoin. D'autre part, l'élection de 2023 n'est pas tout à fait à porter de main, au regard de certains indicateurs, il n'est pas exclu qu'on assiste à un report *sine die*. Des aléas endogènes et exogènes à l'exemple de la crise sanitaire causée par la Covid-19 que nous subissons ou encore des risques d'implosion, contagion de la violence peuvent justifiés l'adoption d'un nouveau calendrier pour les échéances électorales à venir. En 2019, on répertoriait en effet, plus de 130 groupes armés actifs dans les provinces du Nord-Kivu et du Sud-Kivu. Parmi les groupes impliqués dans des crimes de guerre, y compris des massacres ethniques, des viols, le recrutement forcé d'enfants, des pillages etc., figuraient les Forces démocratiques de libération du Rwanda (FDLR), composées de Rwandais, et des groupes alliés congolais Nyatura, les Forces démocratiques alliées (Allied Democratic Forces, ADF), en grande partie ougandaises, le groupe Nduma Defense of Congo Rénové (NDC-R), les groupes Mai Mai Mazembe et Yakatumba et plusieurs groupes armés burundais. Dans tous les cas de figure, le contexte national et international influencera les agendas politiques internes, le FCC qui a une longue expérience en matière de gestion politique a sans doute déjà anticipé l'éventualité d'un ajournement et de fait, intégré qu'il est dans son intérêt que la coalition perde. De plus, il n'est pas certain que la population congolaise, le concert des nations étrangères et les organisations régionales africaines et internationales qui ont appelé à une évolution du jeu politique, voient d'un très bon œil un passage en force du camp de l'ex-président Joseph Kabila pour créer des blocages politiques en vue de parvenir à des élections anticipées. Cependant, et puisque l'ex-président Joseph Kabila a eu s'exprimer sur la question, j'aimerais souligner que les dispositions de l'article 3 de l'Accord pour la stabilité et la paix au Congo qui aurait été signé le 08 janvier 2018 en présence d'Etats témoins par le Président actuel Felix-Antoine Tshisekedi Tshilombo et Joseph Kabila Kabange, président sortant, mentionnent clairement le soutien à la présidentielle de 2023 de la famille politique du Président Tshisekedi au FCC de Joseph Kabila. Il est néanmoins à noter que l'UDPS a émis des réserves quant au contenu de l'Accord en question dispatché par les militants du FCC.

3- Etienne Tshisekedi a initié des consultations avec la classe politique congolaise en vue d'une « Union sacrée ». Parviendra-t-il à trouver des soutiens de poids pour sortir de ce traquenard ? De quelle autre marge de manœuvre dispose-t-il pour se défaire de cet « allié » visiblement...gênant ?

Les consultations engagées par le Président Felix Tshisekedi en vue de créer une nouvelle majorité parlementaire et vraisemblablement diminuer l'influence du FCC à défaut de se passer de l'alliance qui les lie, ont déjà pu rassembler quelques poids lourds de la politique congolaise. On a ainsi vu se succéder auprès du Président Tshisekedi, des personnalités comme Jean Pierre Bemba, ancien Vice-Président, Moïse Katumbi, ancien Gouverneur du Katanga, Gabriel Kyungu, président de l'UNAFEC, Bahati Lukwebo, ancien ministre de l'Économie et patron de l'AFDC, Ne Muanda Nsemi, le leader des Bundu Dia Kongo etc. Il m'apparaît que cette retraite politique peut déboucher sur une reconfiguration des alliances au bénéfice du CACH, ce qui pourrait lui permettre d'être moins dépendante du FCC. Seulement, le FCC par la voix de Néhémie Mwilanya, son coordonnateur a exprimé sa désapprobation contre des initiatives qui selon lui menaceraient la paix, la stabilité et la

cohésion sociale tout en violant les lois constitutionnelles et l'esprit de l'Accord de coalition de 2019. Dans cet atmosphère, les risques d'une plus grande détérioration des relations entre le CACH et le FCC sont à prévoir. Par ailleurs, il me semble que même si le CACH parvient à créer de nouvelles alliances ou à se résoudre à recourir aux extrêmes en dissolvant le parlement, il lui sera difficile de passer d'une coalition à une cohabitation avec le FCC. La famille politique de Joseph Kabila a été aux affaires pendant 18 ans, en deux ans de pouvoir, avec les difficultés que rencontrent la RDC, il est peu évident pour le Président Félix Tshisekedi de mettre en veilleuse le soutien du FCC sans courir le risque d'exacerber les fractures de plus en plus visibles au sein de la classe politique congolaise. Aussi, il est important de noter que certains leaders politiques affiliés au FCC sont des élus des zones de hautes tensions où sévit actuellement des phénomènes de violence animés par les groupes armés dont j'ai fait allusion, remettre en question de manière frontale les alliances entre le FCC et le CACH peut avoir des conséquences dramatiques sur la stabilité qu'on essaye de maintenir et/ou d'instaurer dans ces zones. Le dialogue entre ces deux partis politiques me semble la voie idoine pour ajuster les points de vue, tempérer les desiderata et parvenir à des compromis.

Le Centre africain d'Etudes Internationales, Diplomatiques, Économiques et Stratégiques (CEIDES) est un laboratoire d'idées qui cumule plus d'une dizaine d'années d'expérience dont six d'existence officielle sous la forme d'une association indépendante, à caractère scientifique et à but non lucratif.

Le CEIDES a vocation à contribuer à la paix et à la prospérité du continent. Il s'engage ainsi à travers la stratégie, la recherche, le conseil, l'influence et la formation dans le cadre du continuum des 3D Développement/Diplomatie/Défense.

Il compte 4 Clubs actifs qui rassemblent des décideurs, chercheurs et partenaires à différentes échelles.

L'intelligence des situations et des contextes, sans enfermement systémique, par recours à la rigueur méthodologique des sciences sociales, la capacité à mettre en place des espaces ouverts, transdisciplinaires et multiacteurs de dialogue structuré et en partager le fruit par des mécanismes de lobbying et plaidoyer sont notre cœur de métier.



ceides
Centre africain d'Etudes Internationales
Diplomatiques Economiques et Stratégiques

B.P. 35147 Bastos-Yaoundé/Cameroun

Tél : (+237) 243 105 872

www.ceides.org Email : infos@ceides.org



Think tank Ceides